

Institutions

Bruno Le Maire, « l'Europe va dans le mur »

A l'occasion de la sortie de son livre « Jours de pouvoir », l'ancien ministre de l'Agriculture livre une vision sévère de l'Europe. La France doit se mettre à niveau économiquement pour discuter avec l'Allemagne d'un projet resserré autour de la zone euro. Entretien.

07/03/2013 | pêche, Nicolas Sarkozy, Jours de pouvoir, réforme de la PAC, Bruno Le Maire, PAC, Maria Damanaki, agriculture



Droits réservés

C'est une histoire de quotas de pêches. Lors d'une émission de télévision sur France 2, en janvier dernier, l'ancien ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire a accusé les « technocrates de Bruxelles » d'imposer leurs désidératas aux Etats sur la quantité de poissons qu'ils sont autorisés à pêcher chaque année.

Remise en cause dans l'un de nos articles, cette affirmation a donné lieu à un échange sur le réseau social Twitter avec l'ancien ministre. Il s'est terminé par une interview de 30 minutes, vendredi 1er mars, autour d'un thé.

« [Les quotas de pêche sont imposés par des technocrates de Bruxelles](http://www.euractiv.fr/check-point/bruno-le-maire-quotas-de-peche-sont-imposes-par-technocrates-de-bruxelles-et-technocrates-17920-checkpoint.html) »
(<http://www.euractiv.fr/check-point/bruno-le-maire-quotas-de-peche-sont-imposes-par-technocrates-de-bruxelles-et-technocrates-17920-checkpoint.html>)

Pour le député de l'Eure, auteur d'un nouvel ouvrage intitulé « Jours de pouvoir » (Nrf, Gallimard, janvier 2013) la négociation « de bric et de broc » sur les quotas de pêche est révélatrice de l'impasse dans laquelle l'Europe se trouve aujourd'hui.

« Ceux qui ont le pouvoir n'ont pas la légitimité »

Principaux concernés, les pêcheurs sont trop éloignés de la procédure. Quant aux discussions entre Etats, elles « se terminent à chaque fois en négociations de chiffonniers, où chacun essaie de défendre son petit pré carré, parce que, de toute façon, l'objectif politique global n'existe pas ».

La commissaire à la Pêche semble pourtant, elle, avoir un projet politique : défendre l'environnement et protéger les espèces en voie de disparition. Mais « en quoi Madame Damanaki a la légitimité démocratique suffisante pour décider que le développement durable est la priorité absolue ? » lâche le député de l'Eure. « J'estime moi que la priorité absolue est l'emploi et je ne vois pas en quoi la position d'un membre de gouvernement élu serait moins légitime. »

Comme ses 26 homologues à la Commission, la Grecque a pourtant été confirmée à son poste après une audition devant le Parlement européen. Une « procédure beaucoup trop légère », fustige M. Le Maire. « C'est le cœur du problème européen. Ceux qui ont le pouvoir n'ont pas la légitimité. »

L'exercice du pouvoir en Europe et au cœur de la machine bruxelloise est longuement décrit au fil des 400 pages du livre. Germanophile, très à l'aise en anglais comme en allemand, l'ancien haut fonctionnaire a arpenté l'Europe et le monde pour négocier la réforme de la politique agricole commune et la régulation des marchés agricoles dans le cadre du G20.

De cette expérience, Bruno Le Maire tire des conclusions très sévères sur le fonctionnement de l'Europe.

Serait-il prêt à transférer de nouveaux pouvoirs à l'Union européenne aujourd'hui ? « Aucun », assène-t-il sans la moindre hésitation. Pourquoi confier une once de souveraineté supplémentaire « à un ensemble auquel je ne reconnais ni légitimité, ni efficacité, ni objectif ?

La France doit se « mettre à niveau »

Qui aime bien châtie bien, assure-t-il cependant. Pour M. Le Maire, le renforcement de l'Europe passe par la revitalisation des nations. « On ne construit rien dans le malheur. Or, aujourd'hui, la réalité est (que nos sociétés connaissent) le malheur ». Le grand saut fédéral ? C'est la meilleure manière d'avoir « une Marine Le Pen à 25 % ».

Cette « mise à niveau » économique est cruciale pour la France. Car elle est la seule à pouvoir discuter avec l'Allemagne du gigantesque effort - « comparable à celui de 1957 » - que l'Europe va devoir accomplir pour éviter « d'aller dans le mur ».

« Discuter du rôle de la Banque centrale européenne, du cours de l'euro ou du salaire minimum est légitime », explique Bruno Le Maire. Mais « l'Allemagne réunifiée, forte, avec une vision claire de sa stratégie économique est redevenue la grande puissance économique européenne (...). Or le rôle politique est indexé sur les résultats économiques, que vous le vouliez ou non ».

Définir le cadre géographique

La critique est aisée, mais l'art est difficile en Europe. Comment aller au-delà du constat ? Les Européens doivent tout d'abord clarifier leur périmètre d'action, estime Bruno Le Maire. En l'occurrence, la zone euro, où se « trouve la tension politique », est le cadre évident.

L'Europe doit ensuite s'interroger sur sa raison d'être : La vision allemande d'une « puissance commerciale qui améliore la qualité de ses produits, de ses technologies pour les vendre à l'étranger » s'oppose aujourd'hui à la vision française d'une « puissance politique qui affirme des visions sociales et un modèle de développement économique singulier ».

Enfin, la légitimité démocratique des institutions européennes doit évidemment être remise en question.

Auteur du projet pour l'UMP de la campagne présidentielle, Bruno Le Maire avait formulé une série de propositions pour l'UE.

S'il devait en choisir une, immédiatement ? « Réformer le droit de la concurrence, pour permettre la construction de grands ensembles et favoriser les PME européennes. »

Clémentine Forissier, Jean-Sébastien Lefebvre